



P 1271

ID 4364

CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier suivi par Pascal Gross / Joé Spier  
Service des Commissions  
Tél: +352 466 966 314 / 347  
Courriel: pgross@chd.lu / jspier@chd.lu

Monsieur Sylvain BARONE

Luxembourg, le 18 novembre 2019

Objet : Votre pétition 1271 – Sanctions pour les publicités déposées dans les boîtes aux lettres

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe la prise de position de Monsieur le Ministre des Communications et des Médias au sujet de la pétition citée en référence.

Sans réaction de votre part dans un délai de deux mois, l'instruction de votre pétition sera à considérer comme étant close.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments très distingués.

Fernand Etgen  
Président de la Chambre des Députés



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère d'État

Le Ministre aux Relations avec le Parlement

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Entrée le :

10 SEP. 2019

Monsieur le Président  
de la Chambre des Députés  
Luxembourg

Luxembourg, le 06. SEP. 2019

Personne en charge du dossier:

Roland Gaasch  
☎ 247 - 82953

SCL: PET 1271 – 1008 / nb

Objet : Pétition n° 1271 – Sanctions pour les publicités déposées dans les boîtes aux lettres.

Monsieur le Président,

Comme suite à la demande afférente de la Commission des Pétitions du 3 juillet 2019, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe la prise de position de Monsieur le Ministre des Communications et Médias concernant la pétition n° 1271 relative à l'objet sous rubrique.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre aux Relations  
avec le Parlement

  
Marc Hansen



Le Ministre des Communications  
et des Médias

Luxembourg, le 22 AOÛT 2019

Monsieur le Ministre aux Relations avec  
le Parlement  
Service Central de Législation  
43, boulevard Roosevelt  
L-2450 Luxembourg

**Objet:** Pétition 1271 « Sanctions pour les publicités déposées dans les boîtes aux lettres » de Monsieur Sylvain BARONE.

**Prise de position du Ministre des Communications et des Médias.**

Monsieur le Président,

Comme suite à votre lettre du 8 juillet 2019 au sujet de la pétition 1271 relative aux sanctions pour les publicités déposées dans les boîtes à lettres, je vous prie de trouver ma prise de position ci-dessous :

La loi du 26 décembre 2012 sur les services postaux prévoit dans son article 13 (2) que « l'utilisateur peut interdire l'accès de son installation à tout envoi ne portant pas d'adresse individuelle et n'ayant pas de lien avec sa personne, par simple apposition d'une vignette sur l'installation de réception signalant cette interdiction. Les vignettes seront d'un type approuvé par l'Institut. La responsabilité du distributeur et celle de l'éditeur responsable de l'envoi est engagée dans le cas du non-respect de cette interdiction. »

Les publicités qui ne portent pas d'adresse individuelle ne peuvent être considérées comme présentant un lien avec le destinataire et sont dès lors concernées par l'interdiction d'accès. Il s'ensuit qu'en présence d'une vignette signalant l'interdiction d'accès pour les publicités, le distributeur doit s'abstenir de les déposer dans l'installation de réception.

Il faut noter que ces publicités sont considérées comme des envois non adressés et de ce fait ne constituent pas des envois postaux au sens de la loi sur les services postaux. Ces envois peuvent donc être distribués par des distributeurs qui ne sont pas des prestataires de services postaux et qui de ce fait ne relèvent pas de la mission de surveillance de l'Institut luxembourgeois de régulation. Dans ce cas l'Institut n'est pas en mesure de prononcer des sanctions.

Bien que les publicités non adressées et n'ayant pas de lien avec l'utilisateur de la boîte à lettres tombent sous l'interdiction de l'article 13 (2) de la loi sur les services postaux et que le distributeur de même que l'éditeur engagent leur responsabilité en cas de non-respect de cette interdiction, la loi ne prévoit pas de sanctions pénales. En effet celles-ci sont jugées disproportionnées pour ce type d'activités.

L'article 13 (2) vise à définir l'équilibre entre les différents intérêts en présence en permettant d'interdire le dépôt de publicités commerciales non adressées dans les boîtes aux lettres individuelles munies de la vignette, tout en gardant la possibilité du dépôt dans ces boîtes de bulletins d'informations édités par l'État, les autorités communales, les partis politiques, institutions ou associations, ce qui est précisé dans le rapport de la commission parlementaire relatif au projet de loi No 6160.

Compte tenu de ces considérations, le gouvernement n'envisage pas à ce stade de proposer une modification de la loi sur les services postaux sur ce point.

Le Ministre des Communications  
et des Médias



Xavier Bettel

Transmis pour information aux honorables membres de la

- Conférence des Présidents
- Commission des Pétitions
- Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

Luxembourg, le 18 novembre 2019